



DREF operation	Operation n° MDRCF022; Glide n°PCF051
Date of Issue: 31 mars	Glide number: A0821
Date of disaster: 17 mars 2017	
Operation start date: 09 Avril 2017	Operation end date : 09 Juin suivant le contrat
Host National Society: Croix-Rouge de la République Centrafricaine (CRCA)	Operation budget: 195.771 CHF
Number of people affected: 3.157	Number of people assisted: 2.225
N° of National Societies involved in the operation: N/A	
N° of other partner organizations involved in the operation: N/A	

Historique de l'Appel

Les différents briefings avec les responsables de la FICR et de la SN CRCA ont permis de revoir le nombre de personnes à prendre effectivement en charge. Ainsi, sur 3.157 personnes recensées, le DREF a prévu de prendre en charge 445 familles. La dernière contre évaluation menée par le chargé de la gestion des catastrophes de la CRCA indique qu'en dehors des 445 familles ciblées, 160 familles vulnérables ne seront pas prises en charge par ce DREF. Nous avons donc axé notre action sur les personnes les plus vulnérables. Les critères de sélection sont basés sur les ménages dont les maisons totalement détruites, les familles avec des femmes enceintes, des enfants et des vieillards. Par ailleurs, les activités devaient être mises en œuvre dans les 3 mois, mais le contrat du RDRT déployé a été signé pour 2 mois. Ainsi le plan d'action a été modifié pour essayer de respecter les 2 mois de contrat.

A. Analyse de la situation

Description de la catastrophe

Depuis le mois de janvier 2017, la République Centrafricaine connaît une série de vents violents. Après les villes de Kabo, Maka, Bozoum, Bossangoa, Mingala qui n'ont pas reçu d'assistance, les villes de Mbaïki, Ndolobo, Ndjoh, Lambi et Bossembelé centre situées respectivement à 107 km, 125 km et 157 km de Bangui, ont fait face au cours du mois de mars 2017, à des vents violents suite à des pluies diluviennes qui ont ainsi causé des dégâts importants. Les 75 volontaires des comités locaux dont 25 de Mbaïki, 15 de Ndolobo, 10 de Lambi, 5 de Ndjoh et 20 de Bossembelé se sont rendus dans les quartiers affectés et ont commencé à mener une évaluation de la situation, donner les premiers soins aux blessés avant de les évacuer vers l'hôpital et aider au recasement des plus vulnérables dans les familles d'accueil. Ils ont identifié et enregistré les sinistrés qui ont perdu complètement ou partiellement leurs maisons et sont sans abris tel que récapitulé dans le tableau ci-après :

Localités	Nombre de familles (personnes)	Nombre de maisons totalement détruites	Nombre de maisons partiellement détruites
Mbaïki Centre	160 familles (soit 1.203 personnes),	99	61
Ndolobo	75 familles (soit 876 personnes),	67	08
Lambi	90 familles (466 personnes)	66	24
Ndjoh	75 familles (378 personnes)	55	20

Bossemebelé Centre	45 familles (234 personnes)	39	06
Total	445 familles (3.157 personnes)	326	119

NB : Il faut préciser que la taille moyenne d'une famille en RCA varie entre 7 à 16 personnes.

La majorité de ces populations sinistrées est constituée d'enfants en âge scolaire, des femmes et des personnes du 3^e âge. Ces derniers vivent dans des conditions précaires et éprouvent d'énormes difficultés de survie pour avoir perdu la totalité ou presque de leurs biens. Des besoins en non-vivres de première nécessité (couvertures, nattes, moustiquaires, bâches, kits de cuisine, kits de toilettes, savon, seaux, jerrycans, lampes, etc.) permettront ainsi de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de ces 445 familles les plus vulnérables identifiées. Aussi, il se pose des problèmes d'abris d'urgence, d'accès à l'eau potable et d'assainissement afin d'éviter que la situation de ces sinistrés ne se complique davantage compte tenu de leur environnement. Le Directeur National chargé de la gestion des catastrophes de la CRCA est allé à Mbaïki, Ndolobo du 9 au 10 mars 2017, Lambi, Bossemebelé et Ndjoh le 16 mars 2017 pour effectuer une seconde évaluation afin de confirmer ou infirmer les données de l'évaluation rapide faite par les volontaires des comités locaux concernés.

Résumé de la réponse

La Société nationale hôte

Depuis le passage des vents violents à Mbaïki, Ndolobo, Ndjoh, Lambi et Bossemebelé, la Croix-Rouge Centrafricaine a été très active. Juste après l'annonce de la catastrophe, 75 volontaires de la SN se sont mobilisés pour apporter leur appui aux personnes affectées. Ainsi, 25 volontaires de Mbaïki, 15 de Ndolobo, 10 de Lambi, 5 de Ndjoh, et 20 de Bossemebelé sont descendus dans les quartiers affectés et ont mené une évaluation de la situation. Ils ont donné les premiers soins aux blessés et les ont évacués dans les Centres de santé. Ils ont aidé les vulnérables à se recaser dans les familles d'accueil et autres abris provisoires. Ils ont ainsi pu identifier 1.203 personnes à Maïki (160 familles) ; 876 personnes à Ndolobo (75 familles) ; 466 personnes à Lambi (90 familles) ; 378 personnes à Ndjoh (75 familles) ; et 234 personnes à Bossemebelé (45 familles) soit au total 445 familles (3.157 personnes). Ces volontaires ont par leurs actes soutenu psychologiquement ces différentes familles dans l'impasse. Ils ont également recensé les maisons détruites totalement ou en partie ; participé à aider les populations sinistrées à récupérer une partie de leur biens matériels emprisonnés dans les gravats.

L'arrivée du RDRT déployé pour la mise en œuvre de l'opération a permis de mettre sur pied un plan d'action conjoint avec la SN. Des fiches de suivi des volontaires et des modules de formation ont été préparés et mis à la disposition des facilitateurs après plusieurs briefings d'échanges.

Le Directeur National chargé de la gestion des catastrophes (DM) de la Société nationale (SN), après le lancement du DREF est descendu sur le terrain pour une évaluation plus détaillée et approfondie. Il a ainsi pu réévaluer la situation et identifié les personnes vulnérables nécessitant l'appui de la Fédération. Ainsi, 293 familles ont été identifiées en plus soit un total de 738 familles mais le DREF qui est déjà en cours ne prendra malheureusement en compte que 445. Le DM de la CRCA a également identifié les volontaires qui répondaient aux critères pour suivre la phase de formation pour le renforcement des capacités avant la mise en œuvre technique de l'opération.

A cet effet, 75 volontaires ont été choisis mais 70 ont effectivement pris part aux différentes formations qui ont eu lieu à Mbaïki, Ndolobo, Ndjoh, Lambi et Bossemebelé du 28 avril au 02 mai 2017. Les 05 autres pourtant présents, n'ont pas été retenus à cause de leur âge très avancé (60-70 ans) par le DM national. Ces formations visaient le renforcement des capacités des volontaires sur les techniques de distribution, sur les méthodes d'assainissement, les techniques de désinfection des latrines, la promotion d'hygiène, les techniques liées à la construction des abris et les méthodes de sensibilisation. Ces formations ont été facilitées par 2 encadreurs (NDMT) venus de Bangui. Ces sessions de formation ont permis de mieux préparer les volontaires et les outiller pour mieux servir les populations affectées.

Depuis le 13 mai, les volontaires des différentes zones ont entamé la sensibilisation de la population sur la culture de la paix et le respect des règles d'hygiène à l'aide des dépliants, affiches et boîtes d'image. Le magasin devant accueillir le matériel en provenance de Yaoundé a été apprêté et sécurisé par les volontaires de la SN. Le camion transportant le matériel humanitaire est finalement arrivé à la SN le 17 mai et celui devant descendre dans les zones sinistrées a également été chargé, et est arrivé également le 17 mai. Les distributions ont été faites et les autres activités citées plus haut mises en œuvre par les volontaires de la SN encadrés par tout le personnel concerné par la situation.

Le Mouvement Croix-Rouge dans le pays

Pour ce qui est des actions des composantes du Mouvement suite à ces vents violents en RCA, seule la FICR donne un appui à la SN à travers ce DREF.

Les acteurs non Croix-Rouge dans le pays

La Société nationale travaille avec le Gouvernement à travers les préfectures des localités concernées. Le DM de la CRCA est en contact régulier avec les commandants de gendarmerie des différentes zones y compris les maires. En effet, les Préfets ont autorisé la Croix-Rouge d'utiliser certaines salles de classe pour abriter de manière provisoire les sinistrés. Les Commandants de Brigades ont quant à eux, instruit leurs hommes pour assurer la sécurité dans les différents lieux où les sinistrés ont été provisoirement accompagnés.

Lors de la mise en œuvre des activités du DREF, nous avons remarqué l'implication active du Préfet de la Lobaye (Mbaïki), le Député de Bossembélé, les Maires de Mbaïki – Ndolobo – Ndjoh et Bossembélé ainsi que les chefs des quartiers des zones concernées. Dans le même ordre d'idées, le Préfet de la Lobaye (Mbaïki) et le Député de Bossembélé ont personnellement assisté à la distribution des non-vivres afin de présenter leurs remerciements à la Croix-Rouge (CRCA et FICR) et ont prié les bénéficiaires d'en faire un bon usage.

Analyse des besoins et planification des activités

Une première évaluation a été faite pendant la catastrophe par les volontaires descendus sur le terrain. Elle a permis d'identifier 445 familles avec 3 157 personnes. La société nationale, n'ayant pas les moyens à cet instant de faire une contre évaluation directe, a à partir ces données lancé le besoin d'un appui par le DREF. Plus tard, le DM National s'est rendu sur les lieux pour une contre évaluation et une mise à jour du fichier des bénéficiaires. Son équipe et lui, avec l'aide des volontaires ont identifié 738 familles, soit 293 de plus que la précédente évaluation. Le DREF ayant été validé à 445 familles, l'introduction de 293 autres familles devient très difficile pendant notre phase de mise en œuvre.

Ainsi, la mise en œuvre de ce DREF exige un certain nombre de préalables que l'on peut qualifier de besoins. Il s'agit entre autres de :

- La formation des volontaires qui seront mobilisés sur le terrain et la mise à leur disposition d'outils de sensibilisation pour la promotion de l'hygiène et la culture de la paix ;
- La formation des volontaires sur les techniques de construction des abris, les méthodes de désinfection ; et les méthodes de distribution ;
- L'assurance de ces volontaires qui travaillent dans les activités de mise en œuvre du DREF ;
- Enfin, les besoins en matériels pour la mise en œuvre du DREF sont réels.

Analyse des risques

La réalisation des activités du DREF implique un certain nombre de risques que l'on peut identifier à certains niveaux :

- Le risque de la non-implication des autorités locales aux activités : à ce niveau, un contact permanent entre le DM de la CRCA et les autorités locales est quasi permanente. Ils ont été informés lors de la phase de formation et une lettre est déjà rédigée en attente de signature pour leur informer de la date exacte de la descente des équipes pour la seconde phase de mise en œuvre ;
- Le risque de ne pas retrouver toutes les personnes sinistrées des vents violents de mars ou les confondre avec ceux du mois d'avril : à ce niveau, la principale mesure corrective reste le choix communautaire de la société nationale porté sur des volontaires habitants les mêmes localités mais également la mise à disposition des moyens logistiques pour les activités de suivi ;
- Enfin, les risques de toucher un grand nombre de la cible : après les formations, le DM est retourné dans ces zones pour toujours garder la flamme afin que les volontaires ne perdent pas de vue leur action future. Et que seules les personnes identifiées comme plus vulnérables soient spécifiquement choisies pour recevoir l'aide matérielle prévue ;
- Le risque d'avoir une demande des bénéficiaires plus élevée que les 445 prévus : nous avons entrepris d'identifier les familles les plus vulnérables.
- Le risque de ne pas terminer la mission dans les délais : bien que le DREF est prévu pour 3 mois dans les termes de référence, le contrat du RDRT a été signé pour 2 mois et ce dernier a préparé son plan d'action pour respecter son contrat de 2 mois. La mise en œuvre du DREF est ainsi prévue de s'achever au début du mois de juin ;
- Le risque d'avoir des retards à cause du mauvais état des routes : nous avons opté de louer des véhicules de terrain 4X4 et des camions de terrain à l'état presque neuf ;

- Le risque de ne pas respecter le calendrier (chronogramme de travail) à cause des distances trop éloignées entre les différents sites d'intervention : nous nous sommes engagés à travailler parfois les week-ends et même certains jours fériés pour essayer de tenir dans les délais ;
- Le risque de dépasser certaines lignes du budget à l'exemple de celle liée au transport ou du carburant à cause des grandes distances et le mauvais état des routes : nous avons pensé à négocier au maximum le rabais des offres de service afin de faire une balance le cas échéant.

B. Stratégie et plan opérationnels

La stratégie élaborée dans ce cadre est orientée en trois niveaux :

- Les briefings des formateurs

Plusieurs échanges ont eu lieu entre le RDRT déployé pour l'opération depuis son arrivée jusqu'à ce jour et les NDMT moniteurs et le DM de la SN. Plusieurs fiches sur les modules de formation leur ont été remises et des fichiers de suivi-évaluation des superviseurs et des volontaires ont été conçus pour l'occasion. Ces échanges ont également porté sur les différentes techniques à utiliser pour la mise en œuvre pratique du DREF.

- La formation des volontaires

Les formations se sont tenues du 28 avril au 02 mai dans les zones de Mbaïki, Ndolobo, Ndjoh, Lambi et Bossembélé. Quelque 70 volontaires ont ainsi été formés sur les 75 attendus. Ils ont été recyclés et formés sur les techniques de distribution, les techniques de construction d'abris, les méthodes de désinfection, d'assainissement, les techniques de promotion d'hygiène, les techniques d'accrochage des moustiquaires et la sensibilisation sur la culture de la paix.

- La mise en œuvre des activités de terrain

Après les formations, les activités de terrain ont démarré sur toutes les zones sinistrées avec la sensibilisation des populations sur la culture de la paix, et le respect des règles d'hygiène. Les distributions de matériels de première nécessité, la construction des abris, la désinfection des latrines, le traitement des points d'eau et l'accrochage des moustiquaires ont également débuté le 18 avril dans les zones de Mbaïki et de Ndolobo. Trois (03) NDMT seront chargés de superviser ces activités sous la coordination et la supervision du DM national et du RDRT déployé pour la circonstance. Certaines zones comme Ndolobo au Sud (128 Km de Bangui) et Ndjoh au Nord (129 Km de Bangui) étant diamétralement opposées, plusieurs jours seront nécessaires pour aller d'un point à l'autre. Le DREF a prévu par exemple un jour de distribution. Ce qui ne sera pas possible car ces zones, en dehors d'être parfois opposées sont au moins distantes de 50 km. Ne pouvant pas déplacer les populations pour un point unique de distribution, nous avons convenu de faire le tour des zones sinistrées, ce qui prendra plus des jours que prévu.

Objectif général

L'objectif de ce DREF est de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de 445 familles victimes des vents violents dans les localités de Mbaïki, Ndolobo, Ndjoh et Bossembele par la distribution de non-vivres, la réduction de la morbidité et de la mortalité causées par le paludisme et la prévention des risques des maladies liées à l'eau.

Stratégie proposée

La stratégie proposée par la Croix-Rouge Centrafricaine est de se concentrer sur :

- La formation des volontaires,
- L'identification des victimes les plus vulnérables,
- La sensibilisation des communautés,
- La distribution du matériel de première nécessité,
- La construction des shelters,
- Le traitement des points d'eau,
- La désinfection des latrines,
- L'appui à l'accrochage des moustiquaires.

Le DREF va soutenir le fonctionnement de la Croix-Rouge Centrafricaine et visera à contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité causée par le paludisme et la prévention des risques des maladies liées à l'eau par : a promotion d'un changement de comportement en matière d'hygiène individuelle et collective, et le respect des mesures directives en termes de prévention.

La stratégie opérationnelle portera sur la formation des volontaires sur :

- Les techniques d'accrochage des moustiquaires imprégnées,
- La sensibilisation sur la promotion de l'hygiène,
- Les méthodes de traitement des points d'eau,
- La maîtrise des techniques de prévention,
- La distribution des dépliants et d'affiches de sensibilisation,
- Les activités IEC/CCC telles que les Visites à domicile (VAD), les causeries éducatives, et
- Les techniques de distribution.

Les services de support opérationnels

Le DREF vents violents en RCA est uniquement financé par la FICR

Ressources humaines (RH)

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du DREF, la Société nationale travaille avec un effectif de 75 volontaires recrutés dont 70 formés ; les 05 autres ayant reçus la formation sans être retenus à cause de leur âge très avancé (plus de 65 ans). Ces volontaires sont repartis sur les différentes zones sinistrées dont 25 à Mbaïki, 15 à Ndolobo, 10 à Lambi, 5 à Ndjoh et 20 à Bossembélé. Ils sont chargés de dérouler les activités retenues pour la mise en œuvre du DREF que sont les campagnes de distribution, la construction des abris, la désinfection des latrines, le traitement des points d'eau, l'appui à l'accrochage des moustiquaires, la sensibilisation sur l'hygiène et la culture de la paix. Ces volontaires sont motivés chaque jour suivant un barème établi par la SN et financé par la FICR.

Tous les volontaires et autres responsables impliqués dans le DREF vents violents reçoivent une indemnité pour les activités liées au DREF. Les volontaires sur le terrain sont assurés par la FICR pendant toute la période de mise en œuvre des activités.

Le suivi des activités de ces volontaires est organisé à deux niveaux : d'abord, par trois (03) superviseurs communautaires membres NDRT de la SN, qui assurent l'encadrement sur le terrain, les orientations, la détermination des plans de progression, la gestion du matériel, apporter des solutions face aux contraintes sur le terrain ; ensuite, par le DM de la société nationale et le membre de l'équipe régionale de gestion des catastrophes (RDRT) déployé pour donner un appui de proximité à la SN. Ils assurent la supervision des activités, la production des rapports, la tenue des réunions de briefing et de debriefing avec les superviseurs communautaires et les volontaires. Ils sont également responsables du suivi-évaluation, et de la production du rapport final.

Logistique et achats

Les questions liées à la logistique dans le cadre de ce DREF ont d'abord commencé par la rédaction des Appels d'Offres (AO) et leur publication dans les médias du pays. Pendant la même période, la préparation du matériel devant quitter le point de stockage régional à Yaoundé a été lancée. Les AO ont été dépouillés, analysés et les résultats connus. Les soumissionnaires retenus ont été contactés et mis au courant. Les contrats ont été rédigés et ont été signés entre la FICR et les soumissionnaires retenus.

Le camion chargé du matériel humanitaire a quitté Yaoundé au Cameroun mais a été bloqué à Béloko à cause de la non-délivrance de la lettre d'exonération par le Directeur des Douanes de la République Centrafricaine. Le matériel qui a quitté Yaoundé était composé de 445 jerrycans, 890 couvertures, 890 nattes, 890 bâches, 445 kits de cuisine, 445 kits abris, 1,335 moustiquaires imprégnées, 45 boîtes d'aqua tabs (4.500) et de 445 lampes solaires.

Du côté bureau pays de la FICR à Bangui, les AO ont porté sur la multiplication des dépliants (1.000), des affiches (200) et des boîtes à images (10). Les soumissionnaires ont également été chargés de livrer les kits d'hygiène (890), les kits de premiers secours (50), les pulvérisateurs (10), les crésyls (5 cartons de 12 litres), le chlore (5 seaux de 45 kg), les seaux avec couvercle (445), les seaux sans couvercles (20), les gobelets (40), les mégaphones (10 avec 240 piles), les chevrons (890 de 6x8cm et 2.520 de 4x8cm), les brouettes (10), les pioches (10), les gants (10 paires), les bottes (10 paires), les pelles rondes (10), les pelles carrées (10), les bavettes (10), le savon (1.780), les affiches (200), les dépliants (1.000), les boîtes à images (10), les sacs blancs (pour le transport des colis distribués par famille...

Tout ce matériel a été livré après la signature du contrat par les différents partis. La réception a été faite directement au niveau du Siège de la Croix-Rouge Centrafricaine sous la supervision du DM de la CRCA et du membre RDRT. Les volontaires devaient charger le camion en provenance de Yaoundé et de charger celui en partance pour Mbaïki.

Un camion a été loué pour le transport des colis de Bangui à Ndolobo (128 Km) en passant par Mbaïki pour l'axe Sud et de Bangui à Ndjoh (119 Km) avec des arrêts à Lambi et Bossembélé pour l'axe Nord

Les questions logistiques concernent également la confection de 75 dossards pour les volontaires par le biais de la SN.

• Distribution des NFI's		No	100%
Progress towards outcomes			
<ul style="list-style-type: none"> • Les avis d'appels d'offres ont permis de choisir des fournisseurs devant mettre à la disposition des populations affectées du matériel ou des produits de qualité. Le choix des fournisseurs a été fait en toute neutralité et objectivité dans le respect des principes et procédures du Mouvement. La SN qui connaît mieux sa population a été impliqué à divers niveau afin de garantir la qualité à la réalité du terrain ainsi que les quantités au nombre de bénéficiaires. • Toutes les formations ont été réalisées (Promotion d'hygiène, méthodes de désinfection et de traitement de points d'eau, les techniques de construction des abris, les techniques d'accrochage des moustiquaires, les techniques de distribution, les méthodes de sensibilisation...). Ceci a permis aux volontaires d'acquérir des connaissances appropriées leur permettant de mener à bien leur mission liée au DREF. L'objectif était de leur transmettre des attitudes et des aptitudes de travail correct. Quelque 75 volontaires ont assisté à ces formations mais seuls 70 ont été retenus. • La sensibilisation permet d'apporter des informations à la population afin qu'elle soit mieux préparée à agir en cas de vents violents et les mesures nécessaires à respecter. Les populations ont également été sensibilisées sur la culture de la paix, et ceci dans l'optique de les interpeller sur leur responsabilité face aux événements qui secouent la RCA ces dernières années. Non seulement les 445 familles sont concernées, mais la totalité des populations est visée. • Les distances qui séparent Bangui des populations bénéficiaires des activités font en sorte que le planning de travail a été revu. L'objectif étant de respecter la proximité avec les bénéficiaires et que leur matériel leur soit directement remis. Ce qui nous permet de nous assurer que le DREF est allé directement au profit des vrais sinistrés. • La désinfection des latrines et autres lieux de défécation permet aux populations d'éviter toute contamination avec des agents pathogènes pouvant leur transmettre des maladies et causer des épidémies. La protection par la prévision et l'action. Les 445 familles sinistrées sont les plus concernées mais également le reste de la population environnante. • Beaucoup de maladies circulent à cause du non-respect des règles d'hygiène. Le but ici est d'amener les populations à éloigner les maladies par la pratique constante et systématique des règles d'hygiène. La consommation d'une eau potable est également l'option à prendre désormais afin de diminuer au maximum les cas de maladies liées à l'eau. Le but réel est de changer les comportements des populations sinistrées et bien d'autres. • Il ne sert à rien de distribuer des moustiquaires aux populations si elles n'en font pas un bon usage. Il est donc important de faire des démonstrations sur les techniques d'accrochage des moustiquaires. L'idée est de montrer aux populations que la moustiquaire est efficace contre le paludisme lorsqu'elle est bien accrochée d'abord et lorsqu'on dort dessous ; 1.335 moustiquaires seront ainsi remises aux différents bénéficiaires. • La construction d'abris est un appui aux populations afin qu'elles retrouvent une sorte de dignité et puissent revivre dans des maisons à l'abri des intempéries. Ainsi 445 abris seront améliorés au profit des bénéficiaires. • La distribution des non-vivres est également un appui de la FICR dans le but d'apporter plus de dignité à ces personnes qui ont parfois tout perdu dans cette catastrophe : 445 familles ont reçu des couvertures, des nattes, des moustiquaires, des jerrycans, des seaux, du savon, des lampes solaires, des kits d'hygiène, des kits de cuisine, etc. 			

Article	Quantités distribuées par familles
Couverture	2
Moustiquaire	3
Natte	2
Kit de cuisine	1
Jerrycan	1
Seau avec couvercle	1
Savon	4
Kit d'hygiène	2
Lampe solaire	1
Sac blanc pour transport des articles	1
Kit de construction	1
Bâche	2

Réalisations :

Activités	Quantités	Nombre de personnes bénéficiaires
Séances de sensibilisation	350	17.925
Traitement des points d'eau	234	19.879
Visites à domicile	545	2.756
Désinfection des latrines	349	6.987
Construction des abris (complètement détruits)	247	2.245

Santé et soins

Analyse des besoins

Les problèmes de santé visés ici par ce DREF sont la lutte contre le paludisme, la lutte contre les maladies liées à l'eau et des maladies liées au non-respect des règles d'hygiène. Ainsi, 1.335 moustiquaires seront distribuées à 445 familles à raison de 3 moustiquaires par familles. Mais sur le terrain, cela se fera selon la taille de la famille. Les volontaires se chargent de démontrer aux familles comment bien accrocher les moustiquaires pour plus d'efficacité. Les affiches seront placées dans les endroits de forte affluence, et les lieux stratégiques. Les dépliants sont remis aux personnes pouvant lire et transmettre le message et les boîtes à images permettent aux volontaires de faire du porte à porte pour expliquer aux populations comment agir en cas de vents violents afin d'éviter également des épidémies. Le traitement de tous les points d'eau utilisés pour la consommation est exigé. Les familles concernées se chargent d'identifier ces points d'eau. Et chaque membre des familles doit s'exercer au lavage des mains avec de l'eau propre et du savon. Toutes les latrines doivent être désinfectées avec l'aide de la communauté.

La population à assister

Localités	Nombre de familles (personnes)
Mbaïki Centre	160 familles (soit 1203 personnes),
Ndolobo	75 familles (soit 876 personnes),
Lambi	90 familles (466 personnes)
Ndjoh	75 familles (378 personnes)
Bossemebelé Centre	45 familles (234 personnes)
Total	445 familles (3.157 personnes)

Soit : 904 hommes ; 1.174 femmes et 1.079 enfants

Health and Care				
Outcome 1: 445 familles affectées par les vents violents ont renforcé leurs connaissances en matière d'hygiène et assainissement, sont informées des messages clés, se protègent des maladies liées à l'eau souillée et dorment sous des moustiquaires.	Outputs			% of achievement
	445 familles vivent dans un environnement sain.			100
	Le nombre de personnes informées sur les règles d'hygiène est de :			100
	Le nombre de personnes souffrant de paludisme a diminué de :			85
	Le nombre de personnes souffrant de diarrhée est en baisse de :			95
Activities		Is implementation on time?		% progress (estimate)
		Yes	No	
	• Formation en méthodes de désinfection, de traitement d'eau et promotion d'hygiène	Yes		100
	• Désinfection des latrines		No	100
	• Promotion de l'hygiène		No	100
	• Accrochage des moustiquaires		No	100
Progress towards outcomes				
<ul style="list-style-type: none"> • Dans le but de réduire la morbidité et la mortalité causées par le paludisme et les maladies liées à l'eau sur les populations des zones sinistrées, les volontaires de ces zones ont participé à des formations et des remises à niveau. Le DM National et 02 membres NDMT ont capacité ainsi 75 volontaires mais ont retenu 70 ; les 05 autres n'ont pas pu être gardés à cause de leurs âges très avancés. • La désinfection des latrines et autres lieux de défécation permet aux populations d'éviter toute contamination avec des agents pathogènes pouvant leur transmettre des maladies et causer des épidémies. La protection par la prévention et l'action. Les 445 familles sinistrées sont les plus concernées mais également le reste de la population environnante. • Beaucoup de maladies se propagent à cause du non-respect des règles d'hygiène. Le but ici est d'amener les populations à éloigner les maladies par la pratique constante et systématique des règles d'hygiène. La consommation d'une eau potable est également l'option à prendre désormais afin de diminuer au maximum les cas de maladies liées à l'eau. Le but réel est de changer les comportements des populations sinistrées et bien d'autres. • Il ne sert à rien de distribuer des moustiquaires aux populations si elles n'en font pas un bon usage. Il est donc important de faire des démonstrations sur les techniques d'accrochage des moustiquaires. L'idée est de montrer aux populations que la moustiquaire est efficace contre le paludisme lorsqu'elle est bien accrochée d'abord et lorsqu'on dort dessous ; ainsi 1.335 moustiquaires seront ainsi remises aux différents bénéficiaires. Actuellement, les moustiquaires ont été distribuées à Mbaïki et à Ndolobo ; soit à 235 familles, c'est-à-dire 2.079 personnes. 				

Les défis

La mise en œuvre du DREF vents violents en RCA connaît beaucoup de difficultés qui ralentissent considérablement son évolution :

- Le blocage à la frontière pendant deux (2) semaines du camion transportant les colis humanitaires destinés à la mise en œuvre des activités liées au DREF ;

- La situation sécuritaire peu stable en RCA qui fait que pendant plusieurs jours aucune activité n'a été menée sur le terrain, attendant le retour au calme ;
- Le transport du matériel qui se retrouve bloqué entre Mbaïki et Ndolobo à cause d'un pont qui s'est effondré. Ce qui a impacté négativement notre planning de deux jours de retard ;
- Une succession de jours fériés qui ralentissent notre action ;
- En fin de compte, moins de 40 jours d'activités sur les 60 accordés à ce DREF ;
- Mauvais état des routes ;
- Les sites de distribution très éloignés les uns des autres ;
- Difficultés de communication entre les équipes sur le terrain ;
- Liste des bénéficiaires révisée.

D. Le budget

CAR Strong Winds

29/03/2017

Budget Group	DREF Grant Budget	Budget CHF	
Shelter - Relief	35,536	35,536	
Shelter - Transitional	0	0	
Construction - Housing	0	0	
Construction - Facilities	0	0	
Construction - Materials	0	0	
Clothing & Textiles	7,120	7,120	
Food	0	0	
Seeds & Plants	0	0	
Water, Sanitation & Hygiene	41,048	41,048	
Medical & First Aid	4,630	4,630	
Teaching Materials	2,708	2,708	
Ustensils & Tools	29,489	29,489	
Other Supplies & Services	0	0	
Emergency Response Units	0	0	
Cash Disbursements	0	0	
Total RELIEF ITEMS, CONSTRUCTION AND SUPPLIES	120,530	120,530	62%
Land & Buildings	0	0	
Vehicles Purchase	0	0	
Computer & Telecom Equipment	0	0	
Office/Household Furniture & Equipment	0	0	
Medical Equipment	0	0	
Other Machinery & Equipment	0	0	
Total LAND, VEHICLES AND EQUIPMENT	0	0	
Storage, Warehousing	185	185	
Distribution & Monitoring	12,155	12,155	
Transport & Vehicle Costs	5,585	5,585	
Logistics Services	4,680	4,680	
Total LOGISTICS, TRANSPORT AND STORAGE	22,606	22,606	
International Staff	14,000	14,000	
National Staff	0	0	
National Society Staff	5,569	5,569	
Volunteers	8,364	8,364	
Total PERSONNEL	27,933	27,933	
Consultants	0	0	
Professional Fees	0	0	
Total CONSULTANTS & PROFESSIONAL FEES	0	0	
Workshops & Training	6,226	6,226	

Total WORKSHOP & TRAINING	6,226	6,226
Travel	0	0
Information & Public Relations	1,297	1,297
Office Costs	1,574	1,574
Communications	2,157	2,157
Financial Charges	1,500	1,500
Other General Expenses	0	0
Shared Support Services		
Total GENERAL EXPENDITURES	6,528	6,528
Programme and Supplementary Services Recovery	11,948	11,948
Total INDIRECT COSTS	11,948	11,948
TOTAL BUDGET	195,771	195,771

Contact information

For further information specifically related to this operation please contact:

In the National Society

- **Central Africa Red Cross:**
 - Pasteur Antoine MBAO BOGO, National President, Central African Red Cross; Tel: 00236 70 02 09 09; email: a_mbao_bogo@yahoo.fr
 - Jasmin Medard GOUAYE Secretary General, Central African Red Cross; Tel +236 70 50 16 13; email: jasmin.gouaye@yahoo.fr
- **IFRC Country office:**
 - Richard HUNLEDE, head of Country zone; phone: +236 72717406; email: Richard.hunlede@ifrc.org
- **IFRC Central Africa Office:**
 - Andrei ENGSTRAND-NEACSU, Head of Cluster, IFRC Yaoundé Multi-Country Cluster Support Office for Central Africa; email: ANDREI.ENGSTRANDNEACSU@ifrc.org
 - Josuane Flore Tene, DCPRR coordinator, IFRC Yaoundé Multi-Country Cluster Support Office; phone: +237677098790; email: josuane flore.tene@ifrc.org

In the Africa Region

- Farid Abdulkadir, Head of DCPRR Unit, Nairobi, Kenya; phone +254731067489; email: farid.aiywar@ifrc.org
- Rishi Ramrakha, Head of regional logistics unit; phone: +254733888022; fax: +254202712777; email: rishi.ramrakha@ifrc.org

In Geneva

- **IFRC Geneva:** Cristina Estrada, Response / Recovery Lead, DCPRR; phone: +41227304260; email: cristina.estrada@ifrc.org

For Resource Mobilization and Pledges:

- **In Africa Region:** Kentaro Nagazumi, Partnership & Resource Mobilization Coordinator; Africa Region; phone: 254 714 026 229; email: kentaro.nagazumi@ifrc.org

For Performance and Accountability (planning, monitoring, evaluation and reporting enquiries)

- **In Africa Region:** Fiona Gatere, Africa Region PMER Coordinator; Nairobi; phone: +254 731 688 230; email: fiona.gatere@ifrc.org



Click here

- Revised Emergency Appeal budget *(if needed)* [below](#)
- Click [here](#) to return to the title page

How we work

All IFRC assistance seeks to adhere to the Code of Conduct for the International Red Cross and Red Crescent Movement and Non-Governmental Organizations (NGO's) in Disaster Relief and the Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster Response (Sphere) in delivering assistance to the most vulnerable.

The IFRC's vision is to inspire, encourage, facilitate and promote at all times all forms of humanitarian activities by National Societies, with a view to preventing and alleviating human suffering, and thereby contributing to the maintenance and promotion of human dignity and peace in the world.

www.ifrc.org
Saving lives, changing minds.



The IFRC's work is guided by Strategy 2020 which puts forward three strategic aims:

- Save lives, protect livelihoods, and strengthen recovery from disaster and crises.
- Enable healthy and safe living.
- Promote social inclusion and a culture of non-violence and peace.







